



HAL
open science

**Compte-rendu de l'ouvrage de SIMEANT (Johanna) ,
La Cause des sans-papiers (Paris, Presses de la
Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1998)**

Emmanuel Pierru

► **To cite this version:**

Emmanuel Pierru. Compte-rendu de l'ouvrage de SIMEANT (Johanna) , La Cause des sans-papiers (Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1998). Politix, 1999. hal-03093140

HAL Id: hal-03093140

<https://hal.science/hal-03093140>

Submitted on 3 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

J. Siméant, *La cause des sans papiers*

Emmanuel Pierru

Citer ce document / Cite this document :

Pierru Emmanuel. J. Siméant, *La cause des sans papiers*. In: Politix, vol. 12, n°48, Quatrième trimestre 1999. Les savants et le politique. pp. 181-187;

doi : <https://doi.org/10.3406/polix.1999.1815>

https://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1999_num_12_48_1815

Fichier pdf généré le 10/04/2018

Parce qu'il se confronte directement aux risques liés à la transgression des frontières disciplinaires, parce qu'il récuse une vision hypnotisée de la neutralité axiologique qui aboutirait à ne pas expliciter ce que peuvent avoir de politique les formes du «débat politique», le travail de J.-P. Esquenazi donne prise à la critique et à la contestation. Mais c'est aussi cette ambition qui en fait un livre utile et estimable, capable de contribuer au renouvellement en cours des travaux sur la communication politique.

Erik Neveu

Centre de recherches administratives et politiques
Institut d'études politiques de Rennes

SIMEANT (Johanna), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, 512 pages, bibliographie.

S I L'INTÉRÊT scientifique d'une recherche peut se mesurer à l'intensité de l'éclairage qu'un cadre conceptuel projette sur un ensemble de phénomènes sociaux ainsi qu'aux enjeux proprement théoriques qu'il engage, alors, disons-le d'emblée, l'étude de J. Siméant sur les mobilisations de sans-papiers s'impose comme une contribution importante à la sociologie des mouvements sociaux. Aussi, ce livre s'inscrit-il pleinement dans le «courant» des travaux qui, depuis le début des années quatre-vingt-dix, tentent de renouveler les approches dans ce domaine, en rediscutant les concepts et problématiques issus des principaux paradigmes antérieurs – théories de la frustration relative, de la mobilisation des ressources, des nouveaux mouvements sociaux – et plus spécifiquement celui de la «Contentious Politics» dont l'originalité majeure est de penser les rapports qu'entretiennent les mobilisations avec le politique. On pense immédiatement aux œuvres fondatrices d'A. Oberschall ou de C. Tilly. J. Siméant poursuit et prolonge d'une manière particulièrement convaincante le retour critique sur cette sociologie de la contention. S'il est vain de vouloir restituer en quelques lignes l'intégralité d'analyses dont la richesse interdit de prétendre à l'exhaustivité, nous nous efforcerons toutefois de retracer aussi précisément que possible les principales lignes de force de l'ouvrage.

L'objet du livre tout d'abord : les actions collectives d'étrangers en situation irrégulière. *La cause des sans-papiers* est la version remaniée d'une thèse de doctorat menée sous la direction de J. Leca et soutenue en 1995. Ce détail chronologique a son importance dans la mesure où le travail de J. Siméant est antérieur à 1996, année durant laquelle les mobilisations de sans-papiers vont connaître une fortune toute particulière au travers de la médiatisation de l'«affaire» des grévistes de la faim de l'Église Saint-Bernard. Si les actions de sans-papiers accèdent alors à une visibilité publique inespérée, il ne faudrait pas en conclure que ces mobilisations datent de 1996. Car J. Siméant nous rappelle que les protestations collectives d'«irréguliers» ont une longue histoire : avec *La cause des sans-papiers*, ce sont vingt cinq ans de mobilisations, entre 1970 et 1996, qu'exhume l'auteur. Mais cette histoire, pour être longue, n'en est pas moins «en miettes». Car le titre de l'ouvrage est (volontairement) ambigu : loin de renvoyer à un intérêt – ou à une cause – bien défini, à un groupe social aux contours bien nets dont il serait possible de faire la sociogenèse au travers de moments fondateurs – que seraient les mobilisations –, ce qui s'offre bien plutôt à l'investigation, c'est «à la fois un ensemble de groupes, de causes, de mobilisations et de formes d'action spécifiques» (p. 21).

L'éclatement de la cause, la dispersion tant spatiale que temporelle des protestations d'«irréguliers» ne pouvaient que les rendre socialement imperceptibles et scientifiquement insignifiantes (et la faiblesse, si ce n'est la quasi-inexistence, de la littérature à leur sujet en témoigne) tant les regards se focalisaient alors sur l'avènement de la société «post-industrielle» dont les signes avant-coureurs étaient à rechercher du côté du foisonnement des «nouveaux mouvements sociaux». Si beaucoup de ces mouvements «postmatérialistes» n'ont pas été à la hauteur des espoirs que quelques uns avaient placés en eux, les mobilisations de sans-papiers se caractérisent, à l'inverse, par leur remarquable persistance dans la longue durée. S'il paraissait difficile d'embrasser dans l'analyse la totalité de ces protestations collectives qui se déroulent sur plus d'un quart de siècle, J. Siméant relève tout de même un pari ambitieux en centrant son investigation sur trois mobilisations distantes chacune d'une décennie : les mouvements de sans-papiers de 1972-1973, les grèves de la faim du Sentier de 1980, et le mouvement des demandeurs d'asile déboutés de 1991-1992. Ce choix rend possible une approche comparative permettant d'appréhender la variabilité sociohistorique de ces mouvements, de saisir leur traits communs tout en soulignant leurs spécificités liées à leur enclassement dans un contexte propre. Pour analyser les mobilisations et restituer leur épaisseur historique, elle «mobilise», à ce titre, un matériau empirique particulièrement riche qui balaye tout le spectre des techniques d'enquêtes : passation de questionnaires (pour saisir les propriétés sociales des militants investis – appartenant à la FASTI et au MRAP - dans la cause), dépouillement d'archives (lui permettant de faire un recensement exhaustif des grèves de la faim depuis 1971), entretiens approfondis (au nombre de 75).

Cependant, faire une sociologie politique de ces mobilisations supposait de se tenir à bonne distance des représentations spontanées que l'on peut avoir d'une population qui pose, littéralement, problème «au double sens de "cas social" et de "problème de société"» selon l'expression de R. Lenoir. Car si la mise en forme d'une cause, la construction politique d'un groupe social ne vont, on le sait, jamais de soi, le passage à l'action collective apparaît dans le cas des immigrés en situation irrégulière (ou plutôt de certains d'entre eux) particulièrement problématique («improbable» nous dit l'auteur) tant les obstacles à la mobilisation semblent infranchissables. Les sans-papiers ne constituent-ils pas en effet l'archétype même de la population «exclue» et dépossédée au sein d'une population plus vaste qui déjà concentre sur elle la quasi-totalité des processus multiformes de domination sociale et politique, à savoir les immigrés ? Dépourvu bien souvent de toute ressource tant matérielle que symbolique, privé de tout recours légal pour se faire entendre, voué à la clandestinité, l'étranger en situation irrégulière semble aussi définitivement étranger au monde de l'action collective. Comme l'écrit J. Siméant, la population des sans-papiers est «non seulement exclue du politique comme espace juridique et public, mais en dehors même des catégories du droit, "droit à être là", "droit à avoir des droits", selon l'expression qu'Abdelmayek Sayad empruntait à Hannah Arendt» (p. 22-23). Aussi construire sociologiquement les mobilisations de sans-papiers suppose non seulement d'éviter le piège du misérabilisme politique, «porteur de fâcheuses conséquences théoriques» (p. 41), mais aussi de défier des catégorisations et des problématiques plus ou moins savantes dans lesquelles les «immigrés» sont généralement enfermés ; et tout particulièrement de celles qui s'articulent autour des antinomies classiques exclusion/intégration et communauté/société. De la première parce qu'elle conduit à réenclaver les mobilisations d'irréguliers dans une énième sociologie de l'immigration qui croit avoir trouvé dans la notion sémantiquement floue et sociologiquement non opératoire d'intégration

(«intégration à quoi ?» demande l'auteur) le sésame explicatif à toutes les formes d'actions collectives, pourvu qu'elles soient le fait d'«immigrés». Se défier aussi de la seconde car elle pose comme résolu ce que précisément il convient d'expliquer c'est-à-dire la construction politique du groupe «immigrés sans-papiers», ce qui, on en conviendra aisément, n'est nullement une évidence.

Pour rendre raison des «logiques sociales» à l'œuvre dans ces «mobilisations improbables» (chap. III), J. Siméant inscrit son cadre analytique propre dans l'héritage conceptuel légué par la théorie de la mobilisation des ressources en y puisant l'inspiration d'une approche entrepreneuriale des phénomènes d'action collective. C'est à la fin des années soixante-dix que J. D. McCarthy et M. Zald avaient mis en exergue le rôle décisif des entrepreneurs de protestation dans l'apparition et la structuration des mobilisations («Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory», *American Journal of Sociology*, 82, 1977). L'entrepreneur y est alors conçu comme un collecteur de ressources diverses (essentiellement temps et argent), lesquelles sont injectées ensuite – et seulement ensuite – dans le mouvement social qui, avant cela, n'est rien d'autre qu'une virtualité, un potentiel de changement social. Si le paradigme de la mobilisation des ressources s'impose peu à peu comme le paradigme de référence en sociologie de la mobilisation, il n'en reste pas moins qu'il révèle certaines insuffisances majeures. *Primo*, en puisant abondamment dans la boîte à outils conceptuelle de la théorie (micro)économique (cf. les notions d'industrie de mouvement social, de secteur de mouvement social) il paraît donner dans la surenchère «économiste» pour surmonter le paradoxe olsonien de l'action collective. On peut se demander du même coup s'il est sociologiquement tenable de prétendre épuiser la totalité de ces phénomènes sociaux particuliers que sont les mouvements sociaux en les passant «à la moulinette» de la *Rational Action Theory* et de son *homo œconomicus*. *Secundo*, l'édifice théorique présente une faille importante : si l'entrepreneur de protestation, qu'il soit intéressé ou non aux bénéfices de la protestation apparaît comme le déclencheur du mouvement social (en faisant chuter, par ses ressources, le coût individuel de la participation au mouvement), encore faut-il sociologiquement expliquer son apparition, faute de quoi il fait figure de «deus ex machina du mouvement social» selon l'expression d'E. Neveu (dans *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996, p.56). *Tertio*, comme le fait remarquer E. Neveu, si «nombre de textes offrent d'ambitieuses constructions théoriques [...] où sont les mises à l'épreuve systématiques de ces modèles sur un terrain précis ?» (*ibid.*, p. 65) ?

Or justement, loin de les escamoter, J. Siméant tente d'apporter une réponse à chacune de ces trois questions, et là est bien l'apport majeur de son ouvrage. Car force est de constater que *La cause des sans-papiers* constitue une des rares études qui éprouvent empiriquement les concepts issus de la théorie de la mobilisation des ressources. En cela, la filiation intellectuelle est plutôt à rechercher du côté de C. Tilly que de J. D. McCarthy et M. Zald. Ce souci de mesurer pratiquement la pertinence des concepts d'entrepreneur, de calcul, de stratégie permet à l'auteur d'en délimiter les domaines de validité.

En effet, si J. Siméant reconnaît, de manière générale, une portée heuristique plus grande au modèle entrepreneurial dans l'analyse des mobilisations, elle s'attache tout au long de l'ouvrage à montrer que l'appareillage conceptuel de la mobilisation des ressources est d'un haut rendement scientifique dans le cas des mouvements sociaux concernant les populations dites à «ressources faibles». Contre une vision spontanéiste des

protestations de «pauvres», l'auteur montre que, dans le cas des sans-papiers, la mise en forme de la cause par des agents intéressés à sa promotion précède toujours la construction proprement politique du groupe. Autrement dit, l'apparition d'entrepreneurs est la condition *sine qua non* du passage à la mobilisation de certains des étrangers en situation irrégulière. Car les freins à ce passage sont nombreux : d'une part, le sans-papiers, du fait même de sa clandestinité, se trouve dans une situation d'incertitude radicale – dans le sens keynésien de futur non probabilisable – qui brouille ses anticipations relatives à l'évaluation du potentiel mobilisable et mobilisé. D'autre part, les contraintes fortes d'urgence et de nécessité qui pèsent sur l'«irrégulier» sont peu propices à son investissement dans toute action collective, ne serait-ce que par les risques élevés d'arrestation et d'expulsion que toute exposition individuelle dans un espace public implique nécessairement. Pour expliquer l'existence même des mouvements de sans-papiers, J. Siméant invite à prendre en compte les spécificités des vagues migratoires car pour «les sans-papiers de la base comme pour les entrepreneurs, ce ne sont pas les plus clandestins ou les plus démunis qui se mobiliseront, mais les sans-papiers issus d'immigrations bénéficiant d'avantages relatifs tels que la jeunesse, le niveau d'études ou la politisation» (p. 118) ainsi que les changements d'orientation – dans un sens toujours plus restrictif – intervenus dans la politique migratoire qui accroissent la segmentation des populations concernées et par la même leurs probabilités de se mobiliser. Mais aussi, et surtout, elle met en exergue, dans une optique toute olsonienne, le caractère déterminant de l'offre par des entrepreneurs spécifiques d'incitations sélectives, de rétributions tant matérielles – comme la quasi certitude, pour l'irrégulier, de voir traité son dossier de régularisation – que symboliques – comme de voir son stigmaté érigé «en marque d'intérêt» pour impliquer les irréguliers dans les mobilisations.

Dès lors, on ne s'étonnera pas que l'essentiel de l'ouvrage (chap. II à V et chap. VII) soit consacré et à la sociologie des entrepreneurs ralliés à la cause des sans-papiers et aux rapports divers que ceux-ci entretiennent avec la cause elle-même. J. Siméant distingue, à ce titre, deux types d'entrepreneurs et de soutiens aux sans-papiers. D'une part, la colonne vertébrale des mobilisations que sont les entrepreneurs (de l'étudiant-militant au réfugié statutaire en passant par le militant mauricien) et les soutiens «immigrés» qui, par delà leurs différences, présentent tous la caractéristique commune d'«être les moins démunis parmi les démunis» du fait qu'ils possèdent certains capitaux particulièrement rares dans les populations auxquelles ils appartiennent (et dont le moindre n'est pas le capital culturel via, par exemple, l'acquisition de titres scolaires même dévalorisés). Les situations de déclassement, souvent subjectivement ressenties comme telles, que ces entrepreneurs connaissent constituent un puissant ressort de leur investissement dans les mouvements de sans-papiers, ce que D. Gaxie appelle «la lutte des classes par ricochet». D'autre part, les entrepreneurs et soutiens français (à l'instar des organisations d'extrême gauche, de certaines organisations syndicales comme la CFTD ou encore de certaines institutions et organisations religieuses minoritaires dont l'appui indéfectible a largement contribué à la promotion et à l'entretien de la cause elle-même) voient dans l'investissement dans les mouvements de sans-papiers l'opportunité de se saisir d'une cause «hérétique». En cela, comme le souligne J. Siméant, «le caractère hérétique et marginal de la cause des sans-papiers est un résultat en même temps qu'une raison de son appropriation par des militants ou des entrepreneurs occupant des positions minoritaires ou avant-gardistes dans les espaces politiques et sociaux au sein duquel ils évoluent». Aussi, la construction progressive, dès la fin des années soixante-dix, d'un consensus général – à

gauche notamment - autour de la nécessité de limiter les flux migratoires ainsi que la diffusion de la représentation des clandestins conçus non plus comme volant de travail flexible mais comme «menace à l'ordre public» (p. 203) vont contribuer à marginaliser encore un peu plus une cause déjà marginale. J. Siméant étudie longuement ce militantisme de solidarité (cf. chap. VII) dont le degré historiquement variable d'implication dans la défense des irréguliers explique en grande partie les flux et les reflux de cette cause «hérétique» (cf. chap. IV).

Mais identifier les soutiens aux sans-papiers et poser leur existence comme préalable à l'action collective reste encore insuffisant pour rendre raison de ces mouvements sociaux. Prendre la mesure de «l'épaisseur du réel» supposait de les appréhender de manière relationnelle et dynamique et ce d'un double point de vue. Tout d'abord, il était nécessaire de replacer l'ensemble des entrepreneurs de protestation dans des réseaux structurés d'interdépendance constitués de l'ensemble des acteurs qui sont intéressés à la promotion et à l'entretien de la cause des sans-papiers et qui «ont pu être instrumentalisés par les entrepreneurs» eux-mêmes (p. 100). Or l'agencement des organisations s'impliquant dans la défense des étrangers en situation irrégulière varie considérablement selon les mobilisations : si en 1972-75, la mobilisation était orchestrée par des entrepreneurs d'extrême-gauche, des associations de solidarité, quelques militants chrétiens issus de la CFDT ou de quelques intellectuels célèbres, celle des Turcs du Sentier en 1980 s'articulait, pour l'essentiel, autour de l'organisation Dev Yol et d'une fédération CFDT tandis que le mouvement de 1991-1992 était marqué par la prééminence de personnalités religieuses et d'associations de soutiens aux immigrés et aux réfugiés. Rendre raison d'une mobilisation de sans-papiers supposait donc au préalable de reconstruire et de cartographier l'«espace politique contestataire», toujours historiquement daté, dans lequel celle-ci puise son énergie militante. Plus généralement, J. Siméant, tout au long de son livre, tente d'intégrer, dans un même mouvement, les protestations de sans-papiers et leur environnement propre qui n'est autre que «le contexte pertinent de l'action collective» (p. 67).

Mais la contextualisation des mouvements d'irréguliers prend sa pleine dimension dans l'utilisation que J. Siméant fait du concept, forgé par C. Tilly, de répertoire d'action (chap. VI). Récusant l'opérationnalité sociologique de celui de structure des opportunités politiques, critiquant vigoureusement ses potentialités objectivistes, l'auteur préfère parler de répertoire d'action mieux à même de coupler «l'ordre de l'interaction et l'ordre du déterminisme», bref de «remettre en cause à la fois l'opposition entre "identité" et "stratégie" et entre les niveaux "macro" et "micro"» (p. 69). Cependant, la mise hors jeu du concept de structure des opportunités politiques ne nous paraît pas pleinement justifiée d'autant plus que l'auteur fait un usage intensif de la notion de contexte d'action dont le contenu opératoire ne semble pas plus acquis. Tout concept (y compris celui de répertoire d'action), dès lors qu'il est fétichisé, peut conduire dans une impasse objectiviste. Une modélisation minimale de la structure des opportunités politiques comme structure de relations significatives dans laquelle sont insérées les mobilisations de sans-papiers reste, à notre sens, possible. En tout état de cause, en intégrant la question du répertoire d'action, J. Siméant est amenée à éprouver les limites et les apories du paradigme de la mobilisation des ressources. En effet, du fait même de la linéarité de son raisonnement (accumulation de ressources puis injection de celles-ci puis mobilisation), il est impuissant à rendre compte de l'action collective en train de se faire, du groupe en train de se construire. Parler de répertoire d'action, c'est donc, selon J. Siméant, se donner les moyens de

saisir et la dynamique des mobilisations de sans-papiers et leur dimension proprement symbolique tout en intégrant dans l'analyse l'ensemble des «contraintes stratégiques inhérentes à la mise en œuvre du répertoire» (p. 278). L'auteur se livre alors à une étude extrêmement précise (et qui est l'un des temps forts du livre) du mode d'action privilégié par les sans-papiers : la grève de la faim. Ce répertoire, propre aux groupes ou aux individus durablement exclus de toute forme de participation politique et concernant pour l'essentiel des revendications liées au statut des groupes ou des individus concernés, n'est certes pas une «invention» des étrangers en situation irrégulière. En revanche, l'usage qu'ils en font pour faire du corps le support de la protestation, constituant *ipso facto* leur unique ressource en «arme» (en «opérateur») politique leur permet, au travers de la mise en scène de la souffrance, de contester la violence étatique. Dans une perspective chère à N. Elias, l'auteur montre que l'usage de la grève de la faim interpelle tout un chacun dans sa sensibilité à la violence physique exercée sur autrui et conteste l'État dans sa prétention à monopoliser la violence physique légitime. Comme l'écrit J. Siméant, «la grève de la faim permet d'étendre les responsabilités et de faire en sorte qu'aussi bien l'État que le passant confronté à une grève de la faim soient désignés comme responsables de la vie des grévistes» (p. 306). La symbolique misérabiliste et humanitaire de ce type de répertoire, couplée généralement à sa localisation dans des lieux eux aussi saturés de sens - à l'instar des églises ou d'autres lieux de culte - n'exclut nullement, bien au contraire, des appropriations stratégiques tant du point de vue des grévistes eux-mêmes - qui voient augmenter de façon considérable la probabilité de voir leur situation régularisée -, que des soutiens qui doivent «gérer» la crédibilité de la souffrance des grévistes - via l'usage de l'expertise médicale - sans mettre réellement en danger leur vie ou encore des autorités elles-mêmes qui peuvent prétexter - et ainsi dénoncer les soutiens - la mise en péril de la vie d'autrui pour intervenir et mettre fin, par la force si besoin est, à la mobilisation. Plus généralement, les grèves de la faim doivent être conçues comme des «zones d'interdépendance tactique», pour reprendre la terminologie de M. Dobry, dans lesquelles tous les acteurs échangent des «coups» ; chaque «coup» échangé, comme aux échecs, ouvre des possibles et en interdit d'autres. On regrettera toutefois le peu de place que fait l'auteur à une analyse spécifique de la construction médiatique des mouvements de sans-papiers ; médias dont nul ne peut, aujourd'hui, sérieusement contester le rôle crucial qu'ils jouent dans les dynamiques mobilisatrices.

On le voit, l'auteur ne se borne pas à «plaquer» une grille de lecture purement économique sur les protestations d'irréguliers mais, à l'inverse, son ambition est de «sociologiser» le modèle lui-même. En d'autres termes, si faire «l'hypothèse d'un modèle fondé sur le postulat d'une rationalité individuelle est largement susceptible de rendre compte du passage à l'action collective de sans-papiers "de base"» (p. 55), encore faut-il enraciner les calculs et les entrepreneurs dans leur «substrat social» pour reprendre les termes mêmes de l'auteur. «Socialiser» les intérêts et les calculs, faire la sociogenèse des préférences des acteurs engagés dans les mouvements de sans-papiers constituent, à ce titre, le leitmotiv de la réflexion menée par J. Siméant. À ce titre, la proximité avec C. Tilly - ainsi qu'avec A. Oberschall, qui est une référence constante dans l'ouvrage - n'en apparaît que plus flagrante. Loin de se réduire à l'abstraction de l'*homo œconomicus*, les acteurs engagés dans les mouvements de sans-papiers prennent à la lumière de l'analyse de J. Siméant une véritable épaisseur sociologique. Les calculs qu'ils font, les stratégies qu'ils déploient n'ont pas pour unique cadre la seule raison instrumentale ; bien au contraire ils s'insèrent non seulement dans des trajectoires sociobiographiques singulières mais aussi dans des

contextes sociohistoriques contraignants. Pour parler comme P. Bourdieu, dont les apports décisifs en matière de sociologie de l'action sont curieusement absents dans le livre, les stratégies des acteurs mobilisés sont alors moins rationnelles que raisonnables. À ce titre, l'auteur écrit qu'«enraciner les calculs dans leur substrat social paraît en définitive une façon simple d'éviter les débats scolastiques quant à la définition adéquate du concept d'intérêt» (p. 155) ; ce qui, en soi, n'est pas d'une radicale nouveauté : beaucoup de travaux d'orientation constructiviste, s'inscrivant d'ailleurs bien souvent dans l'héritage de la sociologie de P. Bourdieu, se sont efforcés depuis longtemps de dépasser une conception de la notion d'intérêt trop longtemps enfermée dans le dualisme déterminisme-mécanisme/liberté-rationalité. La focalisation sur la littérature anglo-saxonne relative à la théorie de la mobilisation peut parfois conduire, selon l'expression d'E. Neveu, à une «coûteuse amnésie des acquis antérieurs».

On peut signaler aussi que J. Siméant ne fait aucune référence à un auteur qui, pourtant, a construit un cadre théorique très proche de celui qu'elle utilise pour appréhender les mouvements de sans-papiers, auteur qui n'est autre qu'Erhard Friedberg. Réfutant la dichotomie entre action collective et organisation, s'interrogeant sur le poids des contextes d'action dans les calculs individuels, attentif aux ressources nécessaires à l'engagement dans les structures organisées, l'analyse stratégique de Friedberg (*Le pouvoir et la règle, dynamiques de l'action organisée*, Paris, Seuil, 1993) paraît en définitive «coller» presque parfaitement à celle de J. Siméant. N'écrit-il pas, lui aussi, que les comportements peuvent être «analysés comme les produits d'un choix raisonné des individus, c'est-à-dire en dernière analyse comme un reflet de ce qui, dans leur situation telle qu'ils la perçoivent, leur paraît raisonnable, bref comme un reflet de leurs rationalités limités et contingentes» («L'analyse sociologique des organisations», *Pour*, n°328, 1988, p. 8) ?

Quoi qu'il en soit, par son souci de penser les conditions sociales de possibilité des mouvements d'étrangers en situation irrégulière, de les réinsérer dans des réseaux structurés d'interdépendance, de mettre au jour les stratégies et les calculs, tant individuels que collectifs, se déployant dans ces systèmes d'action contraignants toujours spatio-temporellement situés et, enfin, par sa préoccupation constante d'être attentif à l'action collective en train de se faire, nul doute que l'ouvrage de J. Siméant constitue un incontestable apport au renouvellement des débats et des problématiques dans le champ des travaux consacrés à l'étude des mobilisations.

Emmanuel Pierru
Université de Picardie
CURAPP

THIESSE (Anne-Marie), *La création des identités nationales. Europe XVIIIe-XXe siècles*, Paris, Seuil, coll. «L'Univers historique», 1999, 302 pages.

LA NATION est, on le savait, une fiction bien fondée. Non pas du fait de ses fondements historiques, mais en raison de «l'adhésion collective à cette fiction» (p. 14), adhésion qui ne naît pas d'un sentiment spontané mais d'un long travail d'inculcation, sur lequel Anne-Marie Thiesse, spécialiste de la littérature populaire et du régionalisme, s'est déjà